

Fastoche le facteur 4 !*

Benjamin Dessus (Global Chance)

** paru dans reporterre du 25 mars*

En décrétant au début des années 60 sa fameuse loi « du doublement de la consommation française d'électricité tous les dix ans » devant les foules subjuguées par les intuitions du génial économètre, Marcel Boiteux ne savait pas encore qu'il serait 60 ans plus tard dépassé, voire ridiculisé sur son propre terrain.

En effet si sa fameuse « loi » qui ne s'est pourtant révélée exacte que sur une dizaine d'années, l'a rendu célèbre malgré sa bien faible durée de vie, elle risque d'être complètement ringardisée par une loi encore bien plus spectaculaire qui pourrait rendre à jamais encore plus célèbre n'importe lequel des dirigeants de notre lobby nucléaire national ou des ministres qui le soutiennent : « la loi du triplement des coûts du nucléaire tous les 10 ans ! »

Souvenez-vous, en effet : en 2005, EDF s'engageait la main sur le cœur à construire un EPR pour la modique somme de 3,3 milliards d'euros, un chantier qui devait démarrer en 2007 et finir en 2012. Puis son coût a été revu à quatre milliards en 2008 puis six milliards et enfin à 8,5 milliards en décembre 2012 pour un démarrage en 2016.

Mais le 18 novembre 2014, nouveau rebondissement : le réacteur ne démarrerait qu'en 2017 pour un coût qu'on n'ose plus annoncer mais qui devrait, compte tenu des énormes frais financiers qu'entraîne ce retard, atteindre, voir même dépasser nettement 10 milliards €.

La nouvelle loi va donc se vérifier (un triplement de 2007 à 2017) y compris pour le coût de production d'électricité qui dépend à plus de 80 % de l'investissement initial et mériter une mention spéciale méritée dans le livre des records.

Mais attendons un peu, on peut, si l'on en croit le CEA, espérer encore mieux avec l'arrivée d'Astrid, le surgénérateur qui devrait nous sauver dès 2040 de la pénurie d'uranium, dont le prix annoncé, alors qu'il n'est pas encore dessiné, dépasse déjà de 30 % celui de l'EPR.

Alors, encore un petit effort, messieurs dames, nous y arriverons à ce fameux facteur 4, non pas comme on l'imaginait naïvement sur la réduction des émissions de gaz à effet de serre, mais sur le coût du nucléaire. Et peut-être même bien avant 2040 si l'on en croit le dernier bilan d'Areva (4,8 milliards pour le contribuable) !